

*l'Anti*capitaliste

n°800 | 14 mai 2026 | 2 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

NON À LA LOI CONTRE L'ENTRISME DE NUÑEZ



À BAS

L'ISLAMOPHOBIE D'ÉTAT !

ZOOM

Hausse du coût de la vie... et des bénéfices de Total
Page 2

INTERNATIONAL

Ukraine. La société civile sur un double front
Page 4

ARGUMENTS

78 ans de Nakba. L'expansionnisme israélien continue
Page 5

CHAMP LIBRE

Antifascisme. Pas de nazis dans Paris
Page 8

Édito

Qui a le droit ?

Par AURÉLIANE ABITBOL
et MANON BOLTANSKY

Suite au premier article de *Mediapart*, Patrick Bruel est désormais accusé par des dizaines de femmes de violences sexistes et sexuelles, allant du harcèlement sexuel au viol sur mineure. Qui aurait pu penser qu'un homme blanc, en position de pouvoir, a pu user de sa position dominante pour agresser sexuellement des femmes ? Qui aurait pu imaginer que, dans une société patriarcale qui légitime les violences faites aux femmes (6 féminicides en 9 jours début mai, dans l'indifférence générale) et aux enfants, et laisse les agresseurs dans l'impunité la plus totale, de tels faits puissent se produire ? On entend déjà les nombreux : « Non, pas Patrick Bruel ! Un si grand artiste ! Un si grand homme ! » Si ! Précisément parce qu'il était connu, admiré, riche... il a pu maintenir l'omerta pendant des années. Justement parce que les violeurs ne sont pas des monstres mais simplement des hommes dans une société traversée par la culture du viol. Patrick Bruel vient rejoindre Depardieu, Weinstein, PPDA et tant d'autres. Elle a une sale gueule, la place des grands hommes. On aura ensuite droit à la débandade de celles et ceux qui voudraient séparer l'homme de l'artiste à force d'une gymnastique mentale dont seuls eux détiennent le secret, alors même que certaines paroles de ses chansons commencent à prendre un troublant double sens. « Qui a le droit de faire ça à un enfant qui croit vraiment ce que disent les grands ? », « J'te mentrais, si j'te disais que j'ai rien senti, rien entendu de ces non-dits ». Ils expliqueront que nous devons penser à la vie et à la carrière brisées de ce pauvre homme meurtri par ces accusations, que les victimes sont des « sales connes » qui parlent trop tard, trop ou pas assez, qu'elles font ça pour la gloire ou l'argent. Nous, nous pensons à elles, et à toutes celles qui n'ont pas encore parlé, et nous leur apportons tout notre soutien. Nous vous croyons. Allez, on s'était dit rendez-vous au tribunal. Cette fois-ci, qu'il tombe. Et vite !

Projet de loi Nuñez contre l'entrisme, encore une loi islamophobe !

« Nous avons traité le terrorisme, le séparatisme, la radicalisation violente... Aujourd'hui, nous nous attaquons à l'entrisme » : ce sont les mots de Laurent Nuñez, ministre de l'Intérieur.

Ce nouveau projet de loi islamophobe, actuellement examiné au Conseil d'État pour être bientôt présenté en Conseil des ministres, prétend s'attaquer « à toutes les structures ou individus séparatistes ou ultraviolents », ceux « qui provoquent à la discrimination, la haine, la violence » ou « ont pour vocation d'attenter à la République ». Pas très clair à première vue...

Une nouvelle offensive islamophobe

En réalité, ce projet de loi vise les musulmanes qui présenteraient, non pas une rupture affichée mais l'« apparence d'une adhésion aux règles de la République » qui cacherait en réalité « une stratégie de noyautage dans le but in fine d'imposer la loi religieuse par des manœuvres trompeuses, des pressions, des menaces ». Une nouvelle fois, l'État déploie une logique conspiratoire envers l'islam, dans la continuité des politiques visant les musulmanes mises en place depuis au moins 2004. Le texte prévoit un huitième motif de dissolution des associations, pour « entrisme ». Cette disposition vise en particulier à interdire toute activité sur le sol français du Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE), nouvelle organisation basée en Belgique créée après

Sous couvert de lutter contre « l'entrisme », le gouvernement prépare une nouvelle offensive islamophobe visant les musulmanes, les associations antiracistes et plus largement toute contestation politique de l'islamophobie d'État.

PROJET DE LOI CONTRE L'ENTRISME ISLAMISTE



la dissolution du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), dissous en 2020. Le CCIE subit depuis un harcèlement de la part de l'État français, incluant des perquisitions et gardes à vue en mai 2025, quelques jours après le meurtre islamophobe et négrophobe d'Aboubakar Cissé dans une mosquée du Gard. Au passage, Nuñez prétend qu'il serait « indéniable que le terreau le plus favorable pour accueillir des tenants de l'entrisme se situe du côté de LFI ». Nuñez souhaite aussi s'en prendre à toutes les organisations politiques qui dénoncent l'islamophobie, ce qui est le cas de La France insoumise depuis 2019 — même si elle refuse de défendre l'abolition de

la loi de 2004 sur « les signes religieux dans les écoles publiques », qui est en fait une loi contre le port du voile à l'école et la matrice des lois islamophobes qui se multiplient depuis. Le terme entrisme est historiquement lié au trotskysme des années 1930, pour désigner la stratégie consistant à entrer dans des organisations de masse — partis socialistes, syndicats, etc. — afin d'y gagner de l'influence. Il est utilisé dans les discours sécuritaires et islamophobes à partir des années 2000, pour désigner une prétendue stratégie islamiste d'infiltration des institutions, associations, écoles, clubs sportifs, collectivités, etc.

Le séparatisme désignerait le fait de s'organiser en dehors de la République, alors que l'entrisme désignerait un camouflage pour exercer une influence de l'intérieur.

Le rôle de ce projet de loi dans la fascisation actuelle

Cette offensive s'inscrit dans la fascisation actuelle de ce pays. L'État cible les musulmanes pour justifier le renforcement de son arsenal autoritaire utile au maintien de ce système capitaliste, en les considérant comme un corps indésirable et en reprenant des poncifs racistes conspiratoires pour en faire des ennemies de l'intérieur. Cette islamophobie est un racisme d'État largement partagé dans le spectre politique. Ces politiques sont facilitées par la normalisation des idées racistes, véhiculées par l'extrême droite, la droite réactionnaire et même une partie de la gauche réformatrice. Jusqu'où ira l'exclusion, l'invisibilisation, l'humiliation ? L'islamophobie est un des piliers de la fascisation ambiante, avec ou sans l'extrême droite au pouvoir. La solidarité avec les personnes musulmanes et la lutte contre l'islamophobie doivent être une priorité. Faisons front contre l'islamophobie, sur nos lieux de travail, dans nos fachs et dans la rue !

An Gwesped

Bien dit

Cette association de malfaiteurs se place dans le plus haut niveau de gravité que la République puisse connaître

C'est la conclusion de l'avocat général à la fin de la première journée du réquisitoire du procès de l'affaire libyenne. Le parquet général a requis la condamnation de Nicolas Sarkozy pour association de malfaiteurs, en tant qu'« instigateur des rencontres avec des dignitaires du régime libyen » destinées à financer illégalement sa campagne présidentielle de 2007.

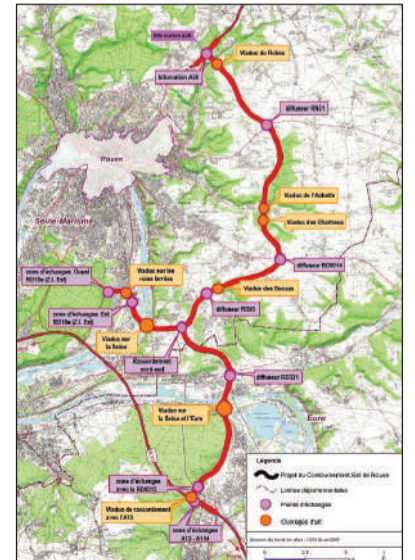
Acturama



Projets inutiles. Victoire! Abandon du faux contournement de Rouen! La déclaration d'Hervé Morin, président de la région Normandie, le 4 mai dernier, « Les projets routiers, c'est fini », a mis fin au projet de contournement de Rouen par l'Est, via les autoroutes A133 et A134. Disparues du Contrat de plan État-Région, déclarées impossibles par le Conseil d'orientation des infrastructures, ces autoroutes semblaient vouées à l'abandon à bas bruit. Des décennies de lutte, la force d'un collectif qui

a su mobiliser, convaincre, rassembler les habitantEs et des éluEs ont eu raison de ce projet inutile, imposé, ruineux et dévastateur. Le festival Des bâtons dans les routes, organisé à Léry avec l'appui des Soulèvements de la Terre, qui a réuni plus de 4000 personnes dans une ambiance joyeuse et déterminée, a marqué durablement les mémoires et consolidé la lutte. Une victoire qui en laisse espérer d'autres: triangle de Gonesse, canal Seine-Nord, Greendock... Ne lâchons rien!

Christine et Sophie



PHOTOS: COLLECTIF NON A133-A134

ÉCONOMIE Hausse du coût de la vie... et des bénéfices de Total

Alors que Total affiche des bénéfiques records grâce à la flambée des prix du pétrole, Patrick Pouyanné tente de se présenter en défenseur du pouvoir d'achat avec un plafonnement des prix à la pompe. Une opération de communication qui masque surtout la logique des superprofits fossiles.

Depuis le 13 mars 2026, TotalEnergies a plafonné ses prix à la pompe : 1,99 euro pour le litre d'essence et 2,25 euros pour le diesel (2,09 euros pendant les ponts du mois de mai). Mais Patrick Pouyanné, directeur général de Total, met en garde : « cette mesure pourrait être révisée en cas de surtaxe sur les raffineries de l'entreprise ».

Total, profiteur de guerre ou philanthrope ?

Face aux plus de 5 milliards d'euros de bénéfices réalisés par Total au premier trimestre 2026 — soit 50% de plus que l'année précédente — le PS et Lecornu agitent timidement la menace d'une taxe sur les « surprofits ». Derrière ces chiffres, il y a surtout 6% de hausse des dividendes pour les actionnaires. Dans le même temps, l'inflation en zone euro a atteint 3% en avril, soit

autant de pouvoir d'achat perdu pour les classes populaires, sans qu'aucune réponse sérieuse ne soit apportée par le gouvernement. Dans ce vide, Patrick Pouyanné tente de se faire passer pour le protecteur du pouvoir d'achat avec le plafonnement de ses prix à la pompe, manière selon lui de redistribuer ses profits. Qu'en est-il vraiment ? Total n'est pas une simple entreprise de distribution de carburant ; elle opère sur l'ensemble de la chaîne de production, depuis l'exploration et les forages jusqu'à la distribution à la pompe. Autrement dit, Total n'achète pas de carburant pour le revendre, mais vend le carburant qu'elle produit, à un coût estimé à 35 dollars le baril... Toute augmentation du prix est un bénéfice net. Total détient, de plus, un tiers des points de vente d'essence en France (3 300 stations sur 10 700). En plafonnant ses prix,

Total récupère une clientèle qui cherche à réduire sa facture. Le manque à gagner dû au plafonnement est donc récupéré sur la hausse du volume de carburants vendus. Comme le déclarait lui-même Patrick Pouyanné à propos d'un précédent plafonnement en 2023 : le coût estimé de « 400 à 500 millions de dollars » avait été compensé « par l'engouement populaire »... En plafonnant ses prix, Total protège ses profits.

Quelle réponse à la hausse du coût de la vie ?

La polémique Pouyanné-Lecornu montre en fait l'absence de réponse à la hausse du coût de la vie alors que les augmentations des prix du pétrole ont des effets sur l'ensemble de l'économie : pétrochimie, intrants agricoles, alimentation, biens manufacturés... Elle occulte également le fait que le prix de l'essence est un élément, mais pas le seul, du

coût de la vie. L'inflation, c'est la hausse de tous les prix. La réponse ne doit donc pas être locale et conjoncturelle mais globale et durable. Et se déployer à différents niveaux.

L'urgence est à la protection du pouvoir d'achat par la mise en place d'un mécanisme automatique d'ajustement de la progression des salaires sur le niveau de l'inflation, à un rythme mensuel : l'indexation des salaires, des minima sociaux et des retraites sur l'évolution des prix.

Aller plus loin signifie, effectivement, un blocage des prix de l'énergie (et également de l'alimentation, des loyers, etc.) mais accompagné d'un contrôle des stocks et de la distribution par la population.

Enfin, reprendre le contrôle sur nos vies passe par l'expropriation et la réquisition des groupes énergétiques, sous contrôle des salariéEs et des usagerEs. Seule cette socialisation permettra de réorienter le système productif vers la sortie des fossiles, la sobriété énergétique et la mise en œuvre d'une planification démocratique permettant de satisfaire les besoins sociaux tout en faisant décroître la production des activités nuisibles et en développant la gratuité.

William Donaura

POLITIQUE Présidentielle à gauche: la clarification progresse, l'urgence d'un front antifasciste demeure

LFI a, sans surprise, officialisé la candidature de Mélenchon pour la présidentielle de 2027. Malgré les limites de son projet et les divergences de fond que nous pouvons avoir avec lui, Mélenchon représente, à une échelle de masse, une candidature de rupture avec les politiques néolibérales et racistes qui dominent la vie politique. Les classes dominantes ne s'y trompent pas et les attaques violentes dont LFI fait l'objet éclairent la manière dont l'affrontement entre les classes se polarise. LFI est diabolisée et renvoyée à l'extrême gauche alors même qu'elle s'inscrit pleinement dans le jeu institutionnel, tandis que le Rassemblement national est toujours plus normalisé, soutenu par une droite extrême et un patronat décomplexé.

Une primaire dans l'impasse

Pendant ce temps, toute une partie de celles et ceux qui n'ont pas grand-chose en commun, sinon de se définir comme « la gauche non mélenchoniste », continuent de défendre une primaire de la gauche. Cette perspective ne rencontre qu'un très faible écho. Le spectacle politique auquel cette opération donne lieu est peu ragoûtant. Ce projet apparaît en réalité comme mort-né, tant les aspirations des unEs et des autres sont incompatibles, et tant le PS est engoncé par ses courants voulant l'ancrer dans le social-libéralisme. Il ne fait guère de doute qu'il y aura au moins une candidature de cette pseudo-gauche — qu'il s'agisse de Glucksmann, Hollande ou Cazeneuve — et qu'il n'existe pas d'espace électoral entre celle-ci et Mélenchon. De plus, que ce soit chez les Écologistes ou au PCF, des courants s'expriment aujourd'hui ouvertement pour discuter avec LFI. Ils participent des déchantements en cours entre une gauche de rupture et une gauche d'accompagnement des politiques néolibérales.

L'urgence d'un front antifasciste

Pourtant, face au risque majeur d'une victoire de l'extrême droite, l'aspiration à l'unité à gauche est légitime. Très présente dans les classes populaires, elle s'était largement exprimée lors de la campagne du Nouveau Front populaire en juin 2024. Force est cependant

de constater qu'une telle configuration ne se reproduira pas pour la présidentielle. Les responsabilités sont partagées, tant les unEs et les autres ont privilégié la bataille pour l'hégémonie de leur organisation. Mais le centre gauche, et en premier lieu le PS, porte une responsabilité particulière — du soutien à Lecornu lors du vote sur le budget à la participation aux campagnes indignes contre LFI et l'antifascisme.

Le NPA-L'Anticapitaliste n'a eu de cesse de le répéter : la montée de l'extrême droite et des guerres impérialistes place la question de l'unité au cœur de la période. C'est dans cette perspective que nous défendons la construction d'un front antifasciste articulant organisations politiques, syndicats, associations et secteurs du mouvement social. Un front qui ne soit pas seulement électoral, mais qui s'enracine dans les mobilisations, qui permette à la fois de faire face à la menace immédiate de l'extrême droite et de porter

une alternative susceptible de mobiliser largement.



de constater qu'une telle configuration ne se reproduira pas pour la présidentielle. Les responsabilités sont partagées, tant les unEs et les autres ont privilégié la bataille pour l'hégémonie de leur organisation. Mais le centre gauche, et en premier lieu le PS, porte une responsabilité particulière — du soutien à Lecornu lors du vote sur le budget à la participation aux campagnes indignes contre LFI et l'antifascisme.

une alternative susceptible de mobiliser largement.

Être à la hauteur des enjeux

Nous avons des débats entre organisations de notre camp social, notamment avec les camarades de LFI, sur les rapports au mouvement social — aux organisations syndicales en particulier. Cependant, tout n'est pas clos et notre classe a intérêt à l'union de toutes celles qui s'opposent résolument à la menace fasciste sans rien concéder aux politiques néolibérales. Au sortir des municipales, LFI avait adressé une « offre fédérative » aux organisations « restées fidèles au programme du Nouveau Front populaire », mais aussi « aux syndicalistes, aux militantEs associatifVES, aux universitaires et à toutes les personnalités engagées », en vue d'une campagne commune à la présidentielle et aux législatives. LFI a récemment renouvelé cette proposition. Le NPA-A avait répondu à cette première annonce en proposant une rencontre. Celle-ci doit se tenir dans les prochaines semaines.

Le NPA-A tiendra une Conférence nationale fin juin pour décider de son positionnement dans la campagne présidentielle. D'ici là, nous entendons mener la bataille pour construire l'unité la plus large possible sur la base d'un programme de rupture portant des mesures d'urgence pour les classes populaires. Si l'intervention massive de notre camp social sur le terrain des luttes est déterminante pour faire reculer l'extrême droite, une candidature de rupture portée par un large front antifasciste constituerait un point d'appui majeur.

Espérons que, face à l'urgence de la situation et sous la pression des aspirations de notre camp social, les choses évoluent afin que nous soyons à la hauteur des enjeux dans le combat qui nous oppose à l'extrême droite.

Manon Boltansky

No comment

On en est à treize cas de suicide depuis quelques mois

C'est le constat dressé par ROMAIN PITELET, secrétaire général adjoint de la CGT-Cheminots, pour contextualiser l'appel syndical unitaire à la grève le mercredi 10 juin. « Les fédérations cheminotes déclarent l'état d'urgence face à la multiplication des drames (accidents du travail, arrêts maladie, suicides) engendrés par les restructurations compulsives et le processus de filialisation », selon un communiqué commun de la CGT-Cheminots, UNSA-Ferroviaire, SUD-Rail et la CFDT-Cheminots.

Agenda

Samedi 16 mai, rassemblement pour une commémoration du génocide des roms et voyageurs, Paris (75). À 14h, place de l'Hôtel-de-Ville.

Samedi 16 mai, manifestation Palestine 78 ans de Nakba, Paris (75). À 14h, place de la République.

Dimanche 17 mai, course familiale pour la Palestine, Fontenay-sous-Bois (94). À 14h, place d'Etterbeek.

Lundi 18 mai, Centre d'études marxistes « L'intelligence artificielle est-elle fasciste? », Montreuil (93). Avec Anne Alombert, Clément Pouré et Linda Sehilli, à 19h, 2, rue Richard-Lenoir.

Mardi 19 mai, projection-débat « Le chemin de la liberté » sur la résistance anti-autoritaire en Ukraine, Nancy (54). À 19h, sur le campus Lettres Sciences Humaines.

Jeudi 21 mai, rassemblement de soutien à Julien Le Guet de Bassines Non Merci!, Paris (75). À 12h 30, devant le tribunal de Paris, 29-45, avenue de la Porte de Clichy.

Vendredi 22 mai, Soirée « Nicaragua, le ballon, l'exil ou la prison », Paris (75). Témoignages d'exilés et de victimes de la répression. 20h-22h, Le Doroty, 85, rue de Ménilmontant dans le 20^e.

Mardi 26 mai, ciné débat féministe du NPA-A, Lyon (69). Avec Marion Ghibaudo, intervenante en prévention des violences sexistes et sexuelles, auprès de jeunes de l'Isère. À 19h au Ciné Duchère, Lyon 9^e.

Pour annoncer un événement: agenda@npa-lanticapitaliste.org



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

L'Anticapitaliste.org

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail: rotoimp@wanadoo.fr



AFRIQUE DU SUD

La haine des étrangers progresse

Les émeutes xénophobes s'intensifient. Elles sont nourries par la crise économique et sociale, mais aussi par les agissements des politiciens.

L'Afrique du Sud a connu de nombreuses explosions de violence contre les étrangers, dont certains vivent depuis des décennies dans le pays. Ces incidents xénophobes deviennent de plus en plus fréquents, et n'importe quel sujet, même le plus banal, peut mettre le feu aux poudres.

Une xénophobie récurrente...

C'est une tradition chez les Igbo, un peuple du sud-est du Nigeria : chaque communauté vivant à l'extérieur du pays choisit son roi. Ainsi, les Igbo de KuGompo (anciennement East London), dans la province du Cap-Oriental, en Afrique du Sud, n'ont pas dérogé à la règle en intronisant Solomon Ogbonna Eziko. Sauf que cette cérémonie a déclenché des émeutes xénophobes. Le chef traditionnel Xhanti Sigcawua a considéré que cette coutume constituait une insulte aux valeurs traditionnelles xhosas et portait atteinte à la souveraineté de l'Afrique du Sud. Il a appelé à la mobilisation. Rapidement, l'affaire a pris une tournure nationale et une manifestation devant le Haut-Commissariat du Nigeria à Pretoria a dégénéré en violences contre les Nigériens, dont 26 ont dû être hospitalisés. Des organisations extrémistes comme « Operation Dudula » mobilisent leurs adhérents, souvent issus des populations pauvres, pour harceler les petits commerçants étrangers et parfois piller leurs boutiques dans les quartiers populaires. « March and March », un autre groupe xénophobe, n'a pas hésité à organiser des descentes dans les hôpitaux pour empêcher les étrangers d'accéder aux soins, bénéficiant de la passivité des forces de l'ordre.

... organisée par les élites dirigeantes

Cette xénophobie envahit peu à peu l'espace politique. Des organisations comme ActionSA, regroupant des transfuges de l'ANC et du parti libéral Democratic Alliance, ou encore uMkhonto weSizwe Party (MK), dirigé par l'ex-président Jacob Zuma, n'hésitent pas à stigmatiser les ressortissants des autres pays africains. De nombreux dirigeants de l'ANC ne sont pas en reste. Ainsi, l'ancienne ministre des Affaires étrangères Naledi Pandor déclarait : « De nombreuses personnes originaires du Nigeria se livrent au trafic de drogue dans notre pays et nuisent à notre jeunesse en leur facilitant l'accès aux drogues. »

Le maire ANC de Johannesburg, Dada Morero, cible les vendeurs ambulants, dont la grande majorité est étrangère. Il s'en est aussi pris à l'Institut des droits socio-économiques (SERI), qui fournit des avocats bénévoles pour défendre les immigrés, tandis que l'Opération Dudula organisait des manifestations contre le siège de cette association.

La pauvreté, les coupures incessantes d'électricité et le délabrement des services publics exaspèrent une population à qui les élites politiques et financières, responsables de l'état du pays, proposent comme boucs émissaires les immigrés. Cela fonctionne d'autant plus que la gauche, fragmentée et faible, ne parvient pas à proposer une alternative de rupture audible.

Paul Martial



UKRAINE

La société civile sur un double front

Quatre années de guerre n'ont pas suspendu les conflits sociaux et politiques. La société civile, largement engagée dans une guerre de survie face à l'agression russe, continue de se battre pour défendre ses droits.

La population dénonce la corruption qui gangrène les marchés publics, l'armée, ainsi que les hautes sphères administratives et politiques jusqu'au sommet de l'État. Déjà en juillet 2025, d'importantes mobilisations avaient obligé Zelensky à reculer et à garantir l'indépendance des agences de contrôle anti-corruption. Relayée par des journalistes d'investigation, la pression populaire pour des démissions et des poursuites judiciaires s'amplifie.

Contre la réforme du Code civil

La réforme du Code civil ouvre un nouveau front de mobilisation contre le recul des droits civils, en particulier de ceux des minorités sexuelles. La loi exclut les couples homosexuels du champ du droit de la famille, interdit l'adoption par des personnes de même sexe, considère qu'un changement de genre entraîne la nullité d'un mariage hétérosexuel. La communauté LGBTI est mobilisée contre cette loi qui va à l'encontre des obligations internationales en matière d'égalité. Une autre disposition soulève des enjeux complexes : « la primauté



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

absolue du registre public » qui devient la source exclusive de vérité juridique sur la propriété et les droits réels. Or, les déplacements forcés, l'occupation de territoires, l'inaccessibilité des registres entraînent des absences ou retards d'inscription qui affectent particulièrement les personnes précaires, déplacées ou réfugiées. Et surtout, une inscription dans un registre officiel rend quasi impossible toute contestation même lorsqu'elle est frauduleuse. Les ONG environnementales soulignent un risque majeur de spoliation de biens communs, forêts, rivières,

terres protégées qui pourraient être enregistrées illicitement, et définitivement soustraites aux collectivités, en particulier dans le contexte de corruption massive. À Kyiv et Kharkiv, des milliers de personnes sont descendues dans les rues pour s'opposer à la loi n° 15150 relative au nouveau Code civil.

L'Ukraine marque des points contre l'armée russe

L'inventivité est au cœur de la résistance ukrainienne. Face à la destruction des infrastructures énergétiques, les initiatives décentralisées de captation de

l'énergie solaire pour les hôpitaux ou les centres communautaires se multiplient, et ça marche ! Cette capacité d'initiative se manifeste aussi au plan militaire. L'utilisation performante de toutes les formes de drones neutralise l'offensive de printemps programmée par Moscou. Pour la première fois, les troupes russes ont perdu du terrain au mois d'avril.

Ce renversement de situation a un impact psychologique sur les militaires et sur les civils. Pour saper leur moral, la Russie intensifie ses frappes de drones et de missiles contre des cibles civiles et des infrastructures critiques. Lors d'une supposée trêve récente, ces attaques ont fait des dizaines de morts et plusieurs centaines de blessés parmi la population, dans des écoles ou quartiers résidentiels.

Kyiv multiplie les attaques aériennes contre des zones clés de la logistique militaire russe à l'arrière du front, ainsi que les frappes contre des navires et des infrastructures pétrolières ou industrielles à l'intérieur de la Fédération de Russie. Elles créent un sentiment d'insécurité dans la population russe. Elles s'ajoutent aux restrictions imposées par le Kremlin sur l'usage des réseaux sociaux, affectent le niveau de vie et alimentent un mécontentement diffus contre Poutine.

La résistance des Ukrainiens à l'agression russe et leurs luttes contre les dérives anti-démocratiques et antisociales ouvrent, pour tous les peuples, un autre avenir pour l'après-guerre.

Groupe d'intervention Solidarité Ukraine du NPA-A

USA

Trump et son régime meurtrier

La brutalité et l'insensibilité de Trump, sa manière de parler des violences contre les immigrés et les Iraniens avec une totale absence d'empathie et d'humanité, sont devenues la caractéristique définissant son régime. Trump a parlé d'éliminer la civilisation iranienne, il évoque des « pays de merde » et qualifie les immigrés somaliens de « déchets ». Jamais une pensée pour l'enfant mort, la famille déplacée, le quartier anéanti.

La guerre contre le « narco-terrorisme »

En violation du droit international et du droit étatsunien, Trump et son secrétaire à la Défense Pete Hegseth ont déjà mené 58 attaques contre des bateaux dans les Caraïbes et dans l'est du Pacifique, tuant 193 personnes. Ils prétendent mener une guerre contre des « narco-terroristes », alors qu'aucune preuve n'a été apportée et qu'aucun procès n'a eu lieu : seulement des « exécutions extrajudiciaires », autrement dit des meurtres. De nombreuses poursuites sont engagées contre le gouvernement pour meurtres et pour « crimes contre l'humanité », sans résultat jusqu'à présent.

L'attaque de Trump contre le Venezuela et l'arrestation de Nicolás Maduro, lui aussi accusé de « narco-terrorisme », saluée par Trump comme une « opération parfaite » et « spectaculaire », a coûté la vie à environ 80 à 100 membres des forces de sécurité vénézuéliennes et cubaines ainsi qu'à des civils.

Les guerres au Moyen-Orient

Israël a mené une guerre génocidaire contre Gaza, pour laquelle les États-Unis ont fourni 1,7 milliard de dollars d'aide militaire ainsi qu'un soutien politique, devenant ainsi partenaires des atrocités. Au 3 mai 2026, au

Durant son second mandat présidentiel, débordant de confiance en lui, fanfaronnant, Donald Trump a opté pour un pouvoir fondé sur la mise à mort, sur le meurtre, aussi bien à l'étranger qu'à l'intérieur des États-Unis.



COMPTEX DE DSA

moins 73 770 personnes avaient été tuées à Gaza, en majorité des civils et de nombreux enfants. Leur sang aussi est sur les mains de Trump.

La guerre étatsuno-israélienne contre l'Iran, pour un coût de 25 milliards de dollars, aurait fait plus de 3 000 morts — hommes, femmes et enfants — dont la plupart sont décrits comme des « dommages collatéraux » d'attaques visant des cibles militaires. L'étranglement de l'économie iranienne affectera également le système de santé et entraînera d'autres morts faute de soins médicaux.

Dans le même temps, Israël, avec l'argent et les armes des États-Unis, a lancé une nouvelle guerre contre le Liban le 2 mars qui, dès le 9 mai, avait déjà fait 2 795 morts, plus de 8 300 blessés et 1,3 million de déplacés, soit 20 % de la population libanaise, désormais à la recherche d'un logement et de nourriture.

La guerre contre les immigrés

La guerre se poursuit également à l'intérieur du pays. Le Congrès républicain a ajouté 75 milliards de dollars au budget déjà colossal de 10 milliards de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE), afin de financer ses rafles et de construire de nouveaux centres de détention. Lors de ses opérations en 2026, l'ICE a tué huit personnes, certaines immigrées, d'autres citoyennes étatsuniennes.

48 personnes détenues dans les centres de l'ICE sont mortes durant le second mandat de Trump. La plupart sont mortes faute d'avoir reçu des soins médicaux appropriés et à temps ; 9 se sont suicidées ; une a été tuée ; les autres sont mortes pour diverses raisons. L'ICE, qui gère ces centres et est censée fournir des soins médicaux ainsi qu'un environnement sûr, porte la responsabilité de l'ensemble de ces morts.

Et Trump n'était pas le pire

La guerre de Harry Truman et Dwight Eisenhower en Corée a fait entre trois et cinq millions de morts. John F. Kennedy, Lyndon Johnson et Richard Nixon ont causé deux millions de morts dans la guerre du Vietnam. Les guerres de George W. Bush en Irak et en Afghanistan ont fait deux millions de morts. Et la police ainsi que la patrouille frontalière ont elles aussi fait des milliers de victimes. Par exemple, les Texas Rangers ont tué environ 1 500 Mexicains entre 1910 et 1920.

C'est pourquoi nous avons besoin d'un mouvement pour mettre fin aux violences policières, à la guerre et au militarisme.

Dan La Botz, traduction par la rédaction

Vers une reprise du génocide à Gaza

Derrière le prétendu cessez-le-feu, la reconstruction de Gaza est bloquée et Israël prépare déjà une nouvelle offensive d'ampleur.

Comme toujours avec Israël, les accords ne sont pas respectés et les cessez-le-feu servent surtout à se réarmer et préparer l'offensive suivante. Près de 800 personnes ont ainsi été tuées depuis ce prétendu cessez-le-feu. Netanyahu a déclaré qu'Israël allait désormais « se concentrer sur le Hamas », suggérant une nouvelle phase de guerre de grande intensité contre Gaza. Une chaîne israélienne a révélé que l'état-major et l'armée se préparaient à relancer l'offensive « dès le mois prochain », après le refus du Hamas et d'autres factions palestiniennes de déposer les armes.

Exiger le désarmement sans contrepartie

Lors de réunions tenues en avril entre des représentantEs des principales factions palestiniennes — Hamas, Fatah, FPLP, FDLP et Jihad islamique — et Nickolay Mladenov, le « Haut Représentant pour Gaza » du « Board of Peace » de Trump, tous ces groupes ont refusé de discuter d'un quelconque désarmement tant qu'Israël n'aurait pas appliqué les engagements prévus lors de la première phase du cessez-le-feu — il y a plusieurs mois — notamment le retrait progressif de la bande de Gaza, la libre entrée de l'aide humanitaire et des marchandises, ainsi que le début de la reconstruction.

L'après-guerre et la reconstruction entravées

Plus tôt en avril, des représentantEs du Fatah et du Hamas se sont rencontrés au Caire afin de discuter des mesures permettant de passer à une phase d'après-guerre, notamment autour de la reconstruction et du désarmement. Les deux organisations avaient accueilli favorablement la création du Comité national pour l'administration de Gaza — connu sous le nom de « comité technocratique » et composé de Palestiniens chargés d'administrer la bande de Gaza — dans le but d'amorcer la reconstruction humanitaire. Ce comité reste toutefois subordonné au « Board of Peace » et séparé des institutions politiques palestiniennes, sans pour autant être indépendant des institutions israéliennes. Cependant, la farce semble ne plus avoir de limites : le comité n'a toujours pas été autorisé par Israël à entrer dans la bande de Gaza.



78 ANS DE NAKBA

L'EXPANSIONNISME ISRAËLIEN CONTINUE

Bientôt 78 ans depuis la Nakba — la catastrophe — qui marque la création de l'État d'Israël le 16 mai 1948 et le début du nettoyage ethnique de la Palestine. Le nouvel autoproclamé État d'Israël va étendre son territoire et vider des dizaines de villes et villages de leurs habitantEs. Ce processus d'annexion et d'expulsion est toujours en cours, et s'accélère depuis le début du génocide à Gaza — la Nakba continue.

Dossier réalisé par Édouard Soulier

Orange, jaune et vert, les couleurs de la colonisation de Gaza

Cette ligne jaune était censée reculer progressivement au fil des différentes phases. C'est l'inverse qui se produit : les autorités israéliennes ont transmis de nouvelles cartes aux organisations humanitaires, définissant une zone d'accès restreint élargie, baptisée « ligne orange », qui représente à elle seule environ 11% du territoire de Gaza situé au-delà de la « ligne jaune » initiale. Dans le même temps, les forces d'occupation ont continué à repousser cette « ligne jaune » vers la mer à coups de destructions. De fait, le territoire placé sous contrôle israélien s'est étendu d'environ 10% dans la bande de Gaza.

L'occupation s'étend encore

La frontière « invisible » des lignes jaune et orange constitue en outre une zone de danger mortel pour toute personne s'en approchant, même sans le savoir. Selon plusieurs témoignages, il est possible de s'endormir dans une zone et de se réveiller dans une autre, après un déplacement des lignes par l'armée israélienne. En pratique, les GazaouiEs sont désormais réduits à vivre sur seulement 40% de leur territoire initial. Dans la partie de la bande de Gaza placée sous contrôle militaire israélien — la fameuse zone « verte » — Israël organise et finance plusieurs milices armées qui y opèrent, tout en ciblant et assassinant le personnel chargé des fonctions de police à Gaza sous prétexte qu'il s'agirait de combattantEs du Hamas. Cette destruction systématique des structures civiles de Gaza, souvent administrées par le Hamas, constitue aussi une stratégie de désorganisation empêchant tout retour à une vie normale. Ces assassinats permettent en outre à des bandes armées de jouer le rôle d'une police directement aux ordres d'Israël.

Avant même qu'une nouvelle offensive soit lancée, la situation continue de s'aggraver. Les forces israéliennes ont étendu les zones placées sous leur contrôle effectif à l'intérieur de la bande de Gaza, au-delà de la soi-disant « ligne jaune » établie après l'accord de cessez-le-feu.



La reprise de la guerre contre Gaza, dans la continuité de l'annexion de fait de la Cisjordanie et du Sud-Liban, ainsi que les expulsions à Gaza, replacent dans leur contexte l'intensification de la Nakba. Même si une annexion totale de la Cisjordanie reste irréalisable, Israël semble vouloir accélérer ses offensives à grande échelle avant qu'une éventuelle remise en cause de son impunité internationale n'émerge. Même si, en pratique, cette impunité n'a jusqu'à présent rencontré que très peu de limites.

L'unification palestinienne pour passer du Sumud à la libération

Cependant, les Palestiniens ne restent pas passifs. Les factions et groupes de Gaza demeurent opérationnels malgré presque trois ans de génocide.

Malgré la complicité de l'Autorité palestinienne, des groupes s'organisent dans les camps de réfugiés en Cisjordanie, mais aussi dans les villages de la zone C, notamment face à la recrudescence des violences des colons. Des groupes auto-organisés tentent de protéger les habitantEs, les animaux et les habitations. Le « Sumud »¹ palestinien demeure présent malgré l'occupation, la colonisation et le génocide. Mais la situation est rendue complexe par la fracture et la paralysie persistantes de la vie politique palestinienne. Selon Khaled Odetallah, intellectuel palestinien et fondateur du Centre Suleiman Halabi d'études sur le colonialisme et la libération : « La crise est celle d'une société actuellement incapable de définir

clairement son objectif de libération, après que ses structures sociales aient été détruites par l'occupation israélienne. La violence de l'occupation a décimé les structures sociales telles que les syndicats, les mouvements étudiants et les associations, tuant de nombreuses personnes et emprisonnant des milliers d'autres. Elle a également cloisonné les Palestiniens dans des réalités géographiques distinctes. La séparation entre Gaza et la Cisjordanie, par exemple, s'est construite au fil des années, et des réalités différentes se sont créées entre le nord et le sud de la Cisjordanie, sans parler de Jérusalem et des Palestiniens détenant la citoyenneté israélienne, et il existe de nombreux groupes sociaux aux intérêts divergents dans chacune de ces régions. La représentation politique naît généralement de l'interaction et de la lutte entre les groupes sociaux, ce qui construit la représentation d'une société de bas en haut. Ce processus a été systématiquement empêché par la ségrégation et la répression israéliennes, ce qui se traduit par l'absence d'une direction unifiée ».

Nous l'expliquons depuis longtemps : la possibilité d'une réponse politique palestinienne unitaire dépend aussi de l'espace que la solidarité internationale est capable de créer en faisant pression sur Israël. Les marches de commémoration de la Nakba sont là pour rappeler l'existence du peuple palestinien, et celle de sa résistance.

1 — Sumud est un mot arabe qui exprime la résistance, la résilience, la persévérance des Palestiniens, leur attachement à la terre et à la culture palestinienne.



CONTRE LA GUERRE Mobilisation antimilitariste à Saint- Nazaire le 8 mai 2026

Le 8 mai 1945, l'Europe célèbre la fin du nazisme alors même que l'armée française massacre des milliers d'AlgérienNEs pacifiques réclamant leur indépendance.

Le contraste reste insoutenable 81 ans plus tard. La guerre laisse des structures de domination, des haines héritées, des inégalités systémiques. Le « plus jamais ça » de 1945, sans vigilance active, devient un slogan creux. C'est dans ce contexte que s'est tenue, le 8 mai, la manifestation antimilitariste à Saint-Nazaire contre le projet du nouveau porte-avions nucléaire, qui coûtera plus de 10 milliards d'euros.

La guerre comme projet de classe

Aujourd'hui, le discours dominant impose la « guerre longue » et la réorientation des budgets vers l'armement. Chaque production militaire est un vol sur le dos des travailleurEs. L'argent qui pourrait servir à la santé ou à l'éducation est détourné pour alimenter la machine de mort. L'antimilitarisme est une position de classe. Refuser la guerre, c'est refuser que les décisions de vie ou de mort soient prises par des généraux et des industriels loin des réalités populaires. C'est aussi refuser l'impérialisme et soutenir les résistances, y compris armées, des peuples opprimés partout sur la planète.

Unité antimilitariste

Avec plus d'un millier de manifestantEs à Saint-Nazaire, la dynamique est lancée contre la machine de guerre. Mais au-delà du nombre, c'est bien la qualité de l'unité, dans un paysage politique fragmenté, qui rend cette manifestation si enthousiasmante : intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires du 44, lycéenNEs, collectifs féministes et Palestine, associations locales et nationales, coalition régionale de Guerre à la Guerre, Soulèvements de la Terre, nombreuses organisations politiques dont le NPA-A, bien représenté dans la manifestation avec l'aide des camarades de Rennes, Quimper et Nantes...

Le capitalisme arrive dans une impasse. La réponse du système est la militarisation. La mobilisation du 8 mai a été la démonstration que nous pouvons tenter d'inverser la tendance.

De la détermination malgré le dispositif policier

Intimidations, contrôles et fouilles : les forces de l'ordre, en nombre disproportionné, ont tenté de casser l'ambiance festive qui vibrerait sur la place de l'Amérique latine. Pendant que se tenaient les prises de parole, elles ont chargé à plusieurs reprises pour empêcher qu'une caricature en papier mâché de Macron puisse défiler : crime de lèse-majesté. Elles n'auront pour autant pas réussi à empêcher la construction d'une maquette de porte-avions de plus de 6 mètres, devenue le symbole de cette manifestation contre les guerres impérialistes. Elles ne nous auront pas non plus empêchéEs de scander nos slogans : « Guerre à la guerre, Saint-Nazaire est ouvrière, pas militaire », « À bas l'État policier ! » Malgré les cordons de CRS, la détermination des camarades a permis d'accéder à la plage, où nous avons pu enflammer la maquette du porte-avions (tradition carnavalesque).

Rien n'est joué

Les premières tôles du porte-avions seront découpées dans plus de quatre ans. Pour construire les réacteurs nucléaires, une usine Naval Group devra être construite sur les bords de Loire à Nantes, en pleine zone inondable. Bien des choses peuvent arriver d'ici là. Des camarades en appellent à l'IA : l'intelligence antimilitariste qui propose, en lien avec les travailleurEs des Chantiers de l'Atlantique et de Naval Group, de nombreuses actions à construire. Cette journée n'était qu'un début.
Correspondante

PALESTINE Boycoter l'Eurovision, séparer l'art du divertissement de propagande

Les phases finales de la 70^e édition du concours de l'Eurovision auront lieu du 12 au 16 mai, à Vienne, capitale de l'Autriche. Alors que les mobilisations pour rompre avec Israël se multiplient, la question du boycott culturel est posée à grande échelle.

La rengaine selon laquelle l'art ne serait pas politique arrive à sa phase d'essoufflement.

En témoignent les nombreuses prises de position d'artistes depuis le début du génocide à Gaza. *No Music For Genocide* a publié une tribune signée par 1100 artistes, parmi lesquelles figurent des personnalités de renom tels que Paul Weller, Paloma Faith, Massive Attack, Kneecap, ainsi que les musiciens David Holmes, Brian Eno et Peter Gabriel.

L'Eurovision n'échappe pas au double standard

Ces dernières années, le concours de chant s'est systématiquement accompagné de mobilisations pour dénoncer sa participation à la propagande de l'État colonial israélien. L'année dernière, alors que le concours se déroulait à Malmö, plus de 20 000 personnes s'étaient rassemblées. Des candidatEs affichant leur solidarité avec la Palestine avaient été accusés d'antisémitisme, et l'unE d'eux avait même été renvoyéE. Alors que la candidate israélienne défilait avec le drapeau israélien sur scène, on assistait au bannissement de tout signe faisant référence à la Palestine.

L'Eurovision a pris position plusieurs fois, excluant du concours la Biélorussie en 2021 puis la Russie en 2022. Mais l'organisation n'a pas exclu Israël malgré le génocide à Gaza, la poursuite de la colonisation et des pogroms en Cisjordanie, ainsi que la destruction en cours du Sud-Liban.

Hard power / soft power

Israël compte sur l'Eurovision pour contrebalancer les images du génocide, du massacre de la farine, des prisonnierEs torturéEs, mais aussi les mobilisations internationales



exigeant la justice en Palestine et des sanctions contre Israël.

En même temps qu'il impose un ordre international par la force, à grand renfort d'armements fournis par ses alliés occidentaux, Israël déploie une stratégie de séduction en instrumentalisant les universités, la culture, le sport, le tourisme, ainsi que les luttes féministes et LGBTQIA+.

En décembre 2025, le ministre israélien des Affaires étrangères, Gideon Sa'ar, avait revendiqué qu'Israël était engagé dans une « guerre mondiale pour gagner les cœurs et les esprits et qu'il doit dépenser en conséquence », d'après le Jerusalem Post. « Nous avons réalisé une avancée majeure cette année, mais notre pays doit investir beaucoup plus (...) Il faudrait investir autant que dans des avions de chasse, des bombes et des intercepteurs de missiles. »

AGRO-INDUSTRIE Porcherie, non merci

C'est au son de Porcherie des Béruriers noirs que s'est lancée la manifestation de près de 500 personnes contre la porcherie industrielle du Villard, sur la commune de Royère-de-Vassivière, ce samedi 9 mai, près du lac de Vassivière dans la Creuse.

Installée dans l'Allier, la coopérative Cyrhio, soutien du projet, développe un modèle d'exploitation animale intensive. Son objectif : s'étendre dans le centre de la France suivant le modèle dévastateur des porcheries bretonnes.

Agro-industrie dévastatrice

Au Villard, ce serait, pour commencer, 1200 porcs qui ne verraient jamais la lumière du jour, enfermés, sur caillebotis en plastique, et 300 hectares d'épandage sur trois communes alentour : Royère-de-Vassivière, Faux-la-Montagne et Gentioux-Pigerolles, avec seulement un emploi à mi-temps qui serait créé.

« Attention à la Cyrhiose ! » : les opposantEs à la porcherie ne s'y trompent pas, il s'agit de dénoncer un projet pollueur et nocif pour l'eau, la terre, l'air, les humains et les animaux, avec la prolifération de cyanobactéries et de cyanotoxines aux effets irréversibles dans les nombreux cours d'eau du Plateau de Millevaches, qui signifie « mille sources ».

Large mobilisation

« Les feux sont au vert », répétaient à l'unisson, il y a quelques semaines, le préfet de

la Creuse et le président de la FDSEA-23, annonçant une décision favorable au projet, au mépris des risques sanitaires, de la souffrance animale et surtout des avis des citoyenNEs, nombreuxES à dénoncer cette installation : 70 000 personnes ont signé la pétition et 1000 ont déposé des avis négatifs en préfecture lors de la consultation publique du mois de mars 2026.

LâchéEs par l'ARS, par l'État comme par la Chambre d'agriculture 23, les militantEs du vivant ont malgré tout bien convaincu autour d'eux : des réunions organisées dans les communes concernées, un rassemblement réussi le 21 mars sur l'Île de Vassivière réunissant près de 400 personnes ont contribué à étoffer le collectif « Non à la porcherie du lac ». Et les maires des trois communes dénoncent publiquement le projet. Finalement, comme le titrait l'appel au rassemblement de ce samedi 9 mai, « les feux sont au rouge » ! Les opposantEs ont été rejoints par le Syndicat d'aménagement du lac dont le dernier plan d'assainissement des eaux s'élève à 9 millions d'euros ! Il faut dire que le lac accueille près de 180 000 touristes par an. Même le président de la région Nouvelle-Aquitaine (PS) a fini par se déclarer contre ce projet. La région a pourtant accordé une subvention conséquente pour la super-porcherie qu'elle a apparemment encore bien du mal à retirer. Tourisme et agriculture intensive ne font pas bon ménage, révélant au passage des contradictions irréconciliables.

Gouvernement complice d'écocide

En soutenant cette implantation, le préfet a montré qu'il était aux ordres de la FDSEA. Comme pour le projet de méga-usine de

Il semble avoir été entendu puisque le budget de la propagande, ou *hasbara*, a été quadruplé en 2026, toujours d'après le Jerusalem Post.

Les sanctions arrivent, mais pas en France

Alors que le concours aura lieu pendant la commémoration de la Nakba, de nombreuses initiatives européennes s'opposent à l'impunité d'Israël. L'Espagne, l'Irlande, l'Islande, les Pays-Bas, la Slovaquie et maintenant le Portugal ont d'ores et déjà annoncé se retirer du concours, mais la France, elle, refuse de céder.

Les radiodiffuseurs d'Irlande, d'Espagne et de Slovaquie ne diffuseront même pas le programme et la directrice du radiodiffuseur public de la télévision slovaque a annoncé remplacer l'Eurovision par « Voices of Gaza », un programme de documentaires et films palestiniens.

Le vainqueur de l'Eurovision 2024, le chanteur suisse Nemo, s'est quant à lui retiré du jury pour protester contre la participation d'Israël.

Des mobilisations sont organisées sur place, à Vienne, mais aussi devant le radiodiffuseur à Belgrade, en Serbie, ainsi qu'au Portugal. Des contre-soirées Eurovision s'organisent en France à l'appel du FRACBI, la coordination pour le boycott culturel, universitaire et sportif de l'État d'Israël.

Des ONG palestiniennes ont travaillé avec un musicien palestinien sur une contre-chanson pour l'Eurovision : *Ahmed Abu Amsha's drone song*.

Eurovision : ni participation, ni diffusion, ni promotion !

Pour participer à cette vague de solidarité, il est plus que temps de boycotter totalement l'Eurovision. Face à l'effacement de la Palestine, nous avons un rôle à jouer. Diffusez le titre palestinien, organisez des contre-soirées pour mettre en lumière la Palestine, son histoire et sa culture.

Monira Moon



pellets à Guéret, il s'inscrit dans la droite ligne de la Macronie qui soutient tous les projets écocidaire lucratifs pour une poignée de capitalistes. Avec la loi Duplomb, l'installation de telles structures est exemptée d'étude d'impact, contraignante voire bloquante. Toutefois, le préfet a dû tempérer : à deux jours de la mobilisation, il a annoncé reporter sa décision de deux mois, au 17 juillet. Le collectif « Non à la porcherie du lac » ne prévoit pas d'attendre les bras croisés : l'arrivée des touristes sera l'occasion de faire connaître largement le projet, des réunions pour préparer la suite de la mobilisation sont fixées et la convergence avec la lutte contre la super-porcherie de Bujaleuf (dans le giron de Cyrhio, elle aussi), à quelques kilomètres de là et dont la capacité est en voie d'extension à 3 000 porcs, est à l'ordre du jour. Suivez la lutte sur <https://nonalaporcheriedulac.substack.com/>

CorrespondantEs NPA-A 23 et NPA-A 87

ESSAI
Antigone Reine, de Lolita Pille

Éditions Le Cherche Midi, 2026, 400 pages, 23 euros.

En 2002, *Hell* de Lolita Pille est apparu, faisant exploser le petit monde des lettres. Très vite, le fond même de ce roman a disparu, noyé sous les discours centrés sur la personne même de Lolita Pille, âgée de 20 ans au moment de la parution. L'autrice de cette chronique était d'ailleurs au lycée les années qui ont suivi et a été marquée par ce roman. Deux autres romans suivront en 2004 et 2008, puis Lolita Pille disparaîtra des radars, sans rien publier, pendant plus de 11 ans. Depuis 2023, l'autrice anime des ateliers d'écriture, et c'est dans le cadre des cours qu'elle y donne qu'elle a tiré le contenu d'*Antigone Reine*. Lolita Pille se dit hantée par l'idée de connaître ce qui fait l'identité de la littérature, ainsi que son influence sur le monde et sur chacunE d'entre nous. Si elle cite (sans *name-dropping*) de nombreux auteurs, allant de Pier Paolo Pasolini à Marcel Proust, de Novalis à Sylvia Plath en passant par Virginia Woolf, elle ne livre pas pour autant un livre théorique, ardu ni aride.



Il s'agit plutôt d'un essai punk, fragmentaire par moments, qui lie la vie personnelle de Lolita Pille, les figures antiques, ses lectures et ce qu'elle en a retiré. Elle évoque également les figures du génie et de la folie, et comment elles ont été utilisées contre les femmes écrivaines. Les passages sur Ocean Vuong (p. 114-115) sont ainsi particulièrement brillants, quand elle se questionne sur ce qui fait que ce dernier « écrit un texte qui se différencie d'un témoignage d'enfant battu, pauvre, queer, fils d'immigrée tout en restant un témoignage d'enfant battu, pauvre, queer, fils d'immigrée », et comment il le fait en s'appropriant la langue anglaise, c'est-à-dire celle des États-Unis, qui ont bombardé et voulu détruire son pays, le Vietnam. Lui donnant les traits d'Antigone, Lolita Pille voit la littérature comme un outil face aux tyrannies et au fascisme, comme un outil de réconciliation avec nos identités multiples, comme un art de résistance. En bref, un livre rafraîchissant à lire de toute urgence!

Sally Brina

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche,
27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil
01 49 28 52 44 — contact@la-breche.com

★ la-breche.com

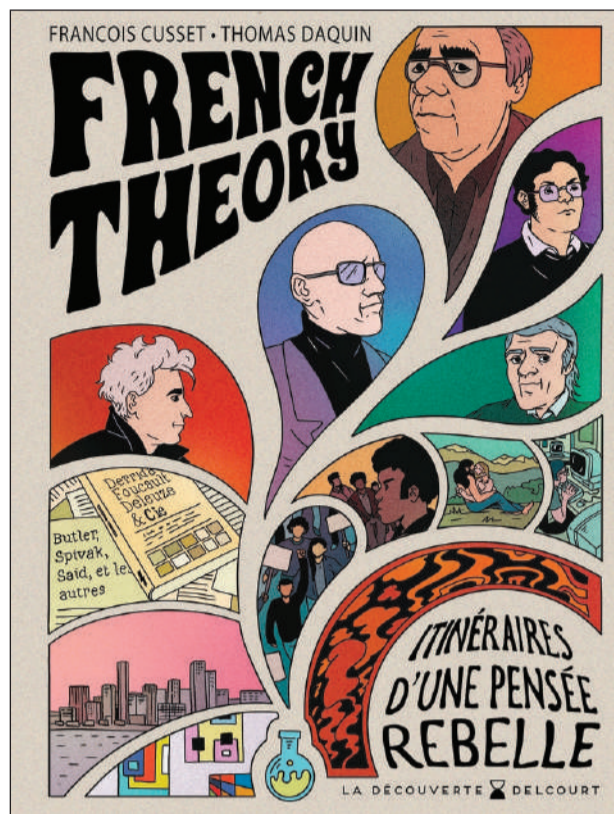
BD **French theory – Itinéraires d'une pensée rebelle, de François Cusset et Thomas Daquin**

Co-édition La Découverte / Delcourt, 2025, 212 pages, 24,50 euros.

À l'heure où le monde entier se déchire, semblant privé d'affect autant que de la moindre capacité à penser, un essai graphique nous interpelle par sa tentative de nous rendre l'un et l'autre.

Jacques Derrida, Michel Foucault, Gilles Deleuze, Jean Baudrillard, Félix Guattari. Cinq philosophes, ambassadeurs d'un terme fourre-tout choisi pour eux (ou malgré eux ?) par des universitaires américainEs. En effet, leur influence a été grandissante sur la pensée intellectuelle aux États-Unis dans les années 1970. Ce sont donc cinq hommes blancs des années 1960, mais qui auraient eu beaucoup moins de visibilité s'ils n'avaient pu compter sur quelques femmes et autres figures postcoloniales pour faire connaître leurs concepts et les prolonger par la suite. Impensable donc de ne pas mentionner à leur tour Gayatri Spivak, Judith Butler, Eve Kosofsky Sedgwick, Edward Saïd, Édouard Glissant...

La place manque ici pour détailler ces discours, mais résumons leur point commun, à lui seul stimulant : analyse critique du pouvoir et de l'imposition des normes (sociales, raciales, sexuelles, de genre...), éloge de



la singularité et de la multitude. On en reparlera chez nous au 21^e siècle, à l'occasion de polémiques initiées par les réacs de tous poils. Ainsi l'essai s'ouvre sur l'attaque du Capitole par des fanatiques de Trump en 2021, juxtaposée à la conférence où le

ministre de l'Éducation Blanquer s'emportait contre le « wokisme ». Nos deux auteurs ne manquent jamais l'occasion d'ironiser sur les ennemis acharnés d'hier et d'aujourd'hui, paniqués de voir dans le déconstructivisme la destruction d'un vieux monde fait

de barrières bien délimitées et obsédés par un prétendu « choc des civilisations ».

Cet album au militantisme déclaré insiste sur l'influence de la *French theory* dans les luttes passées et actuelles. Il rappelle judicieusement qu'en Amérique latine, en Afrique ou en Inde, bien des luttes sociales et décoloniales reconnaissent leur parenté avec les théories de Marx et de Nietzsche, mais aussi avec Derrida, Foucault ou encore Guattari, ce dernier ayant noué des liens au long cours avec le Brésil.

Conscients de la complexité de cette profusion, les deux auteurs proposent l'image d'une boîte à outils dans laquelle puiser, adaptée à une grande variété de situations, afin d'« aider à résister aux fascismes qui montent (...) – à commencer par la vague fascisante qui menace l'Europe et vient de submerger les États-Unis ».

Ce roman graphique se révèle plaisant à parcourir, avec sa clarté, sa fantaisie et son graphisme fluide et inventif. Et ce n'est pas un hasard s'il conclut par la phrase de Deleuze : « *Le pouvoir nous veut tristes* ». Message compris!

Benjamin Croizy

CINÉMA **Sauvons les meubles, de Catherine Cosme**

Film dramatique franco-belgo-suisse, 01 h 26, sortie le 6 mai.

Dans *Sauvons les meubles*, Catherine Cosme filme une tranche de vie ordinaire, dans laquelle il est facile de se projeter. Le retour précipité de Lucile auprès de sa mère mourante, une structure familiale qui se fissure, révélant ce que ce monde fait aux liens les plus essentiels : il les fragilise, puis les contraint à se recomposer dans l'urgence.

Le film repose sur un scénario simple, une sœur et un frère face à la mort imminente de leur mère, et tout ce que cela fait ressurgir. Lucile, photographe accomplie, incarne l'illusion d'une évolution sociale possible. Paul, resté plus proche de son petit village d'origine et des contraintes matérielles, rappelle que cette réussite est relative, bâtie sur des départs, des ruptures. Leur réunion n'a rien d'un refuge : elle est maladroite, presque étrangère. Dix ans d'écart, des trajectoires différentes et une mère qui, en silence, a porté seule le poids des dettes et des responsabilités.

Le cœur du film est là, dans la figure maternelle qu'est Colette, femme épuisée par une économie qui exige tout des individus sans jamais leur donner les moyens de tenir. Le surendettement qu'elle cache n'est pas une faute, c'est un symptôme. Elle incarne ces travailleuses qui colmatent les brèches jusqu'à s'y perdre. La famille devient un espace de dissimulation autant que de survie : on protège en taisant l'essentiel. La réalisatrice évite le misérabilisme : elle maintient l'équilibre entre gravité et humour, montrant que, dans la tragédie, s'élèvent aussi des formes de résistance sensibles, parfois absurdes. Le regard de l'enfant, Mia, dépasse la mort, la rendant presque vivable. Elle incarne une possibilité de transmission



qui ne se fait plus uniquement par l'argent ou la dette. Mais c'est surtout dans la relation entre le frère et la sœur que le film trouve sa force. Leur rapprochement n'est pas une réconciliation naïve, il est le produit d'une nécessité. Face à l'effondrement, il faut faire corps. Là où le système isole et brise, leur fratrie reconstruit. Le film suggère ainsi que la famille, bien qu'abîmée par les logiques économiques, peut redevenir un lieu de solidarité, non comme valeur conservatrice, mais comme espace de lutte et de soin. *Sauver les meubles* n'est plus seulement une question matérielle. C'est tenter de préserver ce qui reste de liens dans un monde qui les érode. Et peut-être, dans ce geste fragile, esquisser une autre manière de vivre ensemble.

Cyrielle L. A.

Les Nôtres
Sébastien Ibanez (1982-2026)

Enseignant-chercheur en biologie à l'Université Savoie Mont Blanc et guide de haute montagne, notre camarade Sébastien Ibanez est mort à 44 ans, suite à un accident de montagne à l'Aiguille de l'Olan, dans l'Oisans. Sébastien était entré au NPA en 2009 : il avait d'abord milité dans le comité des Bauges, puis dans celui de Gap et enfin dans le comité de Chambéry. Sébastien était un homme brillant, qui aimait profondément la vie et menait une multitude d'activités. Disposant d'une grande connaissance théorique du marxisme révolutionnaire, Sébastien était un militant écosocialiste qui savait convaincre, à l'Université comme dans les refuges de haute montagne ou dans les luttes écologistes radicales, que le réchauffement climatique et l'extinction de masse de la biosphère n'ont qu'un seul responsable : la logique du profit. Et que l'humanité n'a le choix qu'entre sa destruction programmée ou le renversement révolutionnaire du système capitaliste. Très affectéEs par la brutale disparition de Sébastien, les militantEs du comité NPA-L'Anticapitaliste de Chambéry présentent leurs condoléances à sa famille, à sa compagne, Florence, à ses enfants, Étienne et Sélène, et à leur maman, Amanda.

NPA-A Chambéry



ANTIFASCISME Pas de nazis dans Paris

Dans la foulée, le GUD, le Front national de la jeunesse et les Jeunesses nationalistes révolutionnaires créent le C9M (comité du 9 mai). Leur première action est particulièrement violente : une cinquantaine de militantEs s'introduisent armes au poing dans les locaux de Fun Radio et occupent l'antenne pendant 30 minutes pour réclamer la démission du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua et diffuser leurs idées fascistes. Six d'entre eux seront arrêtés et seront défendus au tribunal par des anciens du GUD et une jeune avocate... Marine Le Pen.

Paris Antifa

Face à la tolérance des pouvoirs publics pour un défilé néonazi, une coalition d'organisations politiques, syndicales et associatives s'est créée pour y répondre et faire interdire cette marche. En 2024, la coalition décide d'organiser un village antifasciste sur le parvis du Panthéon, le même jour que le défilé du C9M, alors que Mélinée et Missak Manouchian, résistantEs communistes fusilléEs en 1944, avaient été panthéonisés trois mois plus tôt. La préfecture de police interdit le village ainsi que le défilé du C9M, mais les deux événements sont finalement autorisés par le tribunal administratif. Le succès de cette première édition du village redynamise le mouvement antifasciste et il est décidé de reconduire l'initiative. Ce week-end, le village se tenait donc pour la troisième année consécutive. Fortes de ses succès passés, les organisations avaient prévu une manifestation le samedi en plus du village du vendredi, afin d'élargir encore le mouvement et de faire pression pour obtenir enfin l'interdiction effective du C9M. La préfecture a interdit le village le vendredi et les deux manifestations le samedi.

Si le village a finalement été autorisé par le tribunal administratif, celui-ci a en revanche confirmé l'interdiction de la marche antifasciste comme du défilé du C9M. Pour la première fois depuis près de 20 ans, cet événement nazi a donc été effectivement empêché de se tenir. Une véritable victoire. Rejointe par d'autres organisations, la coalition a pu s'appuyer sur une importante mobilisation militante et un fort écho médiatique. Cette victoire, obtenue par un arc de forces regroupant des courants aux stratégies et modes d'action différents, démontre l'efficacité d'un travail unitaire mené avec persévérance depuis trois ans face au fascisme.

Antinazis partout

Les nazis ont d'abord publié un communiqué victimaire accusant le « pouvoir antifasciste » de « piétiner les libertés fondamentales ». Cocasse pour ceux qui défendent un système politique sans droit ni liberté. Mauvais perdants, ces nostalgiques du III^e Reich ont assuré être en train de discuter avec les autorités pour assurer un hommage « digne » à Sébastien

En mai 2023, alors que des manifestations pour les retraites sont interdites et réprimées, un défilé néonazi sous haute protection policière dans les rues de Paris surprend tout le monde alors qu'il s'agit d'un événement annuel de commémoration de la mort d'un militant fasciste en 1994 (tombé d'un toit alors qu'il était poursuivi par la police).



Lors du village antifasciste devant le Panthéon à Paris le 8 mai 2026. PHOTOS NPA-A PARIS

Deyzieu (ce que la préfecture a démenti) et ont appelé leurs troupes à rester « mobilisées et connectées ». Message reçu : quelques heures plus tard, neuf militants nazis étaient interpellés en possession de couteaux, de matraques télescopiques et de gants coqués dans le quartier de Saint-Michel où devait initialement se tenir la contre-manifestation interdite.

Malgré l'interdiction, et contre l'avis de la coalition à l'initiative du week-end et de la manifestation, la Marche des solidarités et l'AG antifa du 20^e ont tenté de maintenir un rassemblement à Saint-Michel avant d'être confrontés à un important dispositif policier, avec à la clé des verbalisations et des menaces d'interpellation. Une stratégie d'agitation jusqu'au-boutiste rappelant celle de l'an dernier, qui s'était soldée par des hospitalisations et des gardes à vue. À Pyramides, la police a empêché toute perturbation de l'hommage à Jeanne d'Arc du fasciste complotiste Philippot. Elle y a violé, verbalisé et interpellé des journalistes qui couvraient la contestation.

Sur l'autre rive, c'est la déroute pour les nazis. Abandonnés par le C9M qui ne communique plus, de nombreux militantEs fascistes errent dans le Quartier latin, désarçonnéEs par les contrôles policiers et la présence de militantEs antifascistes. Réfugié dans les sous-sols du métro, l'un d'eux témoigne sur ses réseaux qu'il a failli se « faire bastonner deux fois », dit que « des potes [sont] en GAV ou sont planqués. Bref le C9M 2026 pue la merde ». Une cinquantaine de militantEs antifascistes font irruption dans le quartier de Montparnasse et défilent derrière des banderoles féministes sur le parcours que devait emprunter le C9M, scandant des slogans rendant hommage au « FTP-MOI, à Manouchian et tous ceux qui ont résisté : de 44 à aujourd'hui, Paris antinazi ! » Une action, à l'évidence préparée sérieusement,



qui a permis de déborder le dispositif policier et de parachever la déculottée infligée aux nazis. Vaincu, le C9M appelle sur ses réseaux ses aficionados encore dans le quartier à se disperser. La fachosphère, persuadée d'une connivence entre la police et les antifascistes, se déchaîne en ligne et les insultes racistes et homophobes à l'égard de la police déferlent. Pourtant la réalité est toute autre : le petit défilé est stoppé, les manifestantEs sont frappés, traînés au sol, interpellés et ciblés par des tirs de LBD. Un manifestant est grièvement blessé, touché à la tête par une grenade de désencerclement. Une quarantaine de personnes sont interpellés.

Mais les fascistes sont toujours là

Cette multiplicité des initiatives organisées et/ou spontanées a rappelé que Paris est et restera antifasciste, que le mouvement de résistance est bien vivant et plus déterminé que jamais. Malgré les blessures, les verbalisations et interpellations, ce week-end antifasciste est une victoire. Mais cela ne nous fera pas oublier que le danger fasciste est toujours là.

Le C9M s'est finalement rassemblé de nuit, aux flambeaux, à la manière du Ku Klux Klan, dans un parc à des dizaines de kilomètres de Paris. Les antisémites d'Action française ont pu défilé dimanche après leur colloque annuel. Et loin des agitations de la capitale, à Carcassonne, des militantEs de Femen ont été brutalisés par la police et placés en garde à vue pour avoir perturbé l'hommage à Jeanne

d'Arc, organisé aux côtés d'un curé par le maire RN Christophe Barthès, connu pour ses propos misogynes.

À Carpentras, le maire RN de la ville a fait diffuser « Maréchal, nous voilà » lors de la cérémonie de commémoration de la victoire sur le nazisme. À Vierzon, le RN a fait annuler la journée de commémoration de l'abolition de l'esclavage. Ces résurgences collaborationnistes, fascistes, racistes, colonialistes et réactionnaires sont un avant-goût du projet politique du Rassemblement national.

Les actions antifascistes de ce week-end ont rappelé que l'antifascisme est une urgence et que ce combat se mènera tant qu'il le faudra.

Nico Dix et Alice Pley

L'image de la semaine



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

- lanticapitaliste.org
- [NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/NPALanticapitaliste)
- [Lanticapitaliste](https://www.instagram.com/lanticapitaliste)
- [Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)
- [anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)
- [lanticapitaliste](https://www.tiktok.com/@lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ?

Il arrive trop tard dans ta boîte ?

Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org